

LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LA GEOPOLITIQUE DES RELATIONS NORD-SUD

Patrick LOSSONGO LOSSIYO*

*Chef de Travaux à l'Université Pédagogique Nationale

Résumé

Dans la géopolitique des relations nord-sud, les sommets entre les grands acteurs du jeu international et les petits joueurs sont de moments importants où l'on évalue la capacité de manœuvres stratégiques et diplomatiques des représentants des Etats du sud qui sont toujours en quête du soutien et de la considération de la part de grandes puissances. Cet article décortique l'agir diplomatique de Joseph Kabila à la lumière de ses rapports avec l'administration Obama, car depuis son avènement au pouvoir, Joseph Kabila n'a jamais imaginé les contours axiologiques d'une diplomatie congolaise efficace, dynamique et appropriée, adaptée au nouveau contexte régional tout en s'inspirant du contexte mondial global. Le sommet de Washington de 2014 sur la renégociation des accords sur l'AGOA a été un moment critique où le pouvoir de Kinshasa a prouvé ses limites et son incapacité à revendiquer de nouveaux rôles géopolitiques et économiques.

Mots-clés : République Démocratique du Congo, Géopolitique, relations nord-sud

INTRODUCTION

Dans les relations internationales, la capacité d'un dirigeant à concevoir et à définir les grands axes de la politique étrangère de son Etat détermine aussi l'image et la considération que les autres Etats et acteurs de la vie internationale auront vis-à-vis de l'Etat en question. C'est le génie d'un président qui détermine la perspective d'une diplomatie aux mains libres de son pays.

Le sommet de Washington sur AGOA avait une dimension à la fois économique et géopolitique, car elle a permis à l'administration Obama de fixer les contours des rapports diplomatiques et commerciaux que l'Amérique compte avoir avec les régimes à problèmes en Afrique.

Lors de ce sommet, l'Administration Obama a voulu contrarier Joseph Kabila et l'empêché de construire une véritable stratégie diplomatique susceptible de gagner le soutien de Barack Obama et de briser l'étau qui se resserre autour de son pouvoir.

Au lieu de défendre les intérêts du Congo et de plaider l'accroissement du volume d'investissement américain au Congo, ce sommet pour le compte de la délégation congolaise a pu tourner uniquement sur la défense du maintien au pouvoir de Joseph Kabila, une conception erronée des Affaires Etrangères à cette ère de la globalisation. Il aurait été mieux pour Kinshasa d'exploiter cette occasion pour parvenir à reconfigurer et à redimensionner l'économie congolaise en arrachant autant de marchés de la part des investisseurs américains.

Mais avec une diplomatie marquée essentiellement par la présence-absence, le Congo par le biais de ses représentants n'a pas vu dans le sommet sur l'AGOA, l'occasion pour construire sa stature et sa rampe de lancement diplomatique. Ce qui caractérise la présence-

absence de la RDC dans ses relations avec l'Amérique et le reste du monde, c'est son incapacité à rompre avec les habitudes du passé qui la faisait courir autour du monde par défaut de philosophie et de stratégie fondées sur sa compréhension des dynamiques et des tendances d'évolution du système mondial, sur sa capacité d'analyses des faits, événements et phénomènes internationaux et surtout sur la liberté d'opérer des choix stratégiques conséquents.¹

Jusqu'à présent, la RDC n'a pas encore travaillé à intégrer dans ses décisions de participer aux rencontres diplomatiques avec les grandes puissances, sa caractéristique d'un Etat exceptionnel et d'une nation pivot des équilibres géostratégiques dans l'Afrique médiane.

I. CONTOURS GEOPOLITIQUES DE LA PRESENCE DE LA RDC DANS LE JEU INTERNATIONAL

Le Congo est entré dans le XXI^e siècle avec les mêmes erreurs qui ont caractérisé son agir diplomatique dans le XX^e siècle. La manière dont le Congo se voit dans le monde, c'est une vision erronée entourée de gréganisme et des élucubrations, un engagement international marqué par le complexe et la recherche d'amour. Réalité qui justifie son basculement dans la géopolitique de l'incertitude et du chaos.

Tant que le Congo ne sortira pas de cette étourderie diplomatique, il lui sera très difficile de rallier encore les soutiens des Etats comme les Etats unis d'Amérique qui privilégie aujourd'hui, le smart power. Le sommet de Washington devrait pousser le régime de Kinshasa d'inventer un nouveau style diplomatique, une nouvelle pratique des relations internationales qui fonderait la coopération internationale sur la force des propositions, sur la volonté de placer les échanges économiques et commerciaux avec les Etats Unis sur l'autel de gagnant-gagnant que ne voit derrière ce sommet que de moment idéal d'aller quémander l'aide et de livrer au pillage les ressources qui devraient contribuer à la construction de la souveraineté économique du Congo.²

Un engagement international qui n'a comme soubassement que la recherche de l'aide internationale freine l'ancrage diplomatique du Congo dans la coopération multilatérale et fait du Congo un Etat ayant une politique étrangère très étranger comme le disait souvent Philippe Biyoya.

Les sommets et les rencontres diplomatiques à haut niveau ont acquis une autre dimension géopolitique, ils sont devenus espaces de liberté et d'avenir, voilà pourquoi il faut les investir. Le Congo doit participer dans ces rencontres dans la perspective de jouer la carte de sa grandeur et de sa vocation géopolitique.

¹ BIYOYA P., *Géopolitique de l'instabilité dans la région des Grands Lacs*, L'Harmattan, Paris, 2009, p. 55.

² *Ibidem*.

Les sommets avec des Etats comme les Etats unis d'Amérique, la France et la Chine sont devenus des lieux de la gouvernance, de la production des intérêts collectifs, soit des lieux où certains, effectivement, cherchent par tous les moyens à y trouver des espaces dans lesquels ils peuvent influencer certaines choses. Les différents appels de l'Administration Obama sur le respect de la légalité constitutionnelle en RDC avaient déjà fragilisés le pouvoir de Kinshasa, et il a participé dans ce sommet déjà neutralisé sans courage diplomatique nécessaire pour plaider la cause de la république.

Le Congo dans son engagement international ne fait aucune preuve de technicité. C'est un Etat aveugle diplomatiquement, stratégiquement et économiquement.

Peser et compter dans le jeu international dépend très largement de la capacité de manœuvrer et d'une bonne lecture de l'environnement international et de ses enjeux y afférents. Le Congo n'a plus de position diplomatique claire. C'est un défaut diplomatique très grave. Renégocier les termes des accords sur l'AGOA était un sommet important où le Congo devrait l'utiliser comme un repère, un mur de lamentations, un point de référence historique à partir duquel il devrait nous construire sa nouvelle identité diplomatique et économique.

Le Congo d'aujourd'hui n'a plus assez de connaissances sur les nouvelles priorités de l'Amérique dans la région, et dans la conduite des affaires étrangères, une fois que vous n'avez plus de connaissances sur un partenaire stratégique, vous devenez déphasé et désorienter, dans ses rapports avec l'Amérique, le Congo est carrément désorienté. La république de la honte avec une diplomatie qui se ressource chaque jour au robinet de l'ingérence et de la dépendance.

Dans le fond, le Congo reste un Etat néocolonial avec une conduite diplomatique dictée par les autres, et surtout les puissances prédatrices. Il faudra que les autorités congolaises comprennent que dans le jeu international, on ne s'amuse pas ; qu'il n'y a pas d'amis mais il n'y a que des intérêts. Et que ce sont l'intelligence et le savoir-faire qui l'emportent et qui vous permettent de sauver votre plan. Lors de ce sommet, le Congo ne participait pas comme un véritable partenaire des Etats Unis, mais comme un Etat convoqué qui devait recevoir les orientations sur ce qu'il doit faire de la part du Maître américain.

Cinquante-six ans après l'indépendance le Congo n'est pas toujours mature ? Avons-nous encore besoin de nous aligner sur tel ou tel autre position des Etats Unis ou de coopérer sur de bases beaucoup plus équitables ? Pourquoi notre diplomatie continue à nous inspirer un sentiment de faiblesse et de dépendance ? Aux autorités congolaises de comprendre qu'il n'y a pas de politique étrangère qui ne soit au fond une volonté de puissance.

Pour gagner l'estime et la considération des Etats Unis, il faudra à la RDC de faire preuve d'une intelligence stratégique et d'une capacité à réorienter stratégiquement et diplomatiquement sa politique étrangère dans le sens des intérêts poursuivis et défendus par l'Amérique dans la région.

Aux dirigeants congolais de comprendre qu'à cette heure où la géopolitique serait en phase d'être supplantée par la Géoéconomie, défendre ses intérêts vis-à-vis des grands acteurs demandent un certain savoir-faire que le Congo n'en a pas encore et qu'il faudra en avoir pour tenir bon face aux batailles de la mondialisation.

Dans la course du dragon et de l'éléphant, Martine Bulard nous apprend que ce sont plus prosaïquement les choix politiques des dirigeants, combinés aux changements technologiques, aux histoires singulières et aux rapports de forces mondiaux qui expliquent les basculements historiques. Ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui.³

L'Inde et la Chine, par exemple, utilisent les armes de la mondialisation, les Nouvelles technologies de l'Information et de Communication (NTIC) pour regagner une autorité politique, technologique et économique afin de peser sur les affaires du monde, elle est d'avis que leur ambition est d'autant plus grande que tous les deux ont abordé la seconde moitié du XX^{ème} siècle en croyant y jouer un rôle.

Diana Hochraich dans *Pourquoi l'Inde et la Chine ne domineront pas le monde de demain*, pense que la géopolitique de la mondialisation, l'enjeu majeur ne serait pas le premier rang dans la hiérarchie de puissance économique, mais la détermination ou le contrôle du pouvoir international; ce qui oblige parfois à faire l'économie de volonté plus que la loi de la géographie aujourd'hui en évolution.⁴

Toutes ces idées de spécialistes des pays émergents nous amène de comprendre combien la volonté américaine d'intégrer l'Afrique à sa zone d'influence traduit bien la permanence du rôle hégémonique des États-Unis dans le continent.

Car si le discours d'Obama marque une nouvelle étape dans la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique, un autre discours en constitue l'ossature. Derrière AGOA, l'Amérique cherche à dominer tant politiquement, militairement ou économiquement la région. Au fil des années, on peut même affirmer que les États-Unis ont créé les conditions d'une véritable domination hégémonique de la région, considérant celle-ci davantage comme son arrière-cour que comme un partenaire à part égal.

II. ENJEUX DE PUISSANCE AUJOURD'HUI

Pendant que les enjeux de puissance changent, l'Afrique continue de ressasser derrière les anciennes logiques de la vie internationale.

Aujourd'hui on parle de High and Lowpolitics (Wolfers) ou de Soft et Hard power, mais sur le fond rien de révolutionnaire. Et des politologues tels que N. Spykman, R. Steinmetz, H. Morgenthau et G. Fischer, quand ils définissent la puissance partagent la même approche

³ BULARD M., *Chine-Inde : la course du dragon et de l'éléphant*, Fayard, Paris, 2007, p. 55.

⁴ DIANA H., *Pourquoi l'Inde et la Chine ne domineront pas le monde de demain*, Fayard, Paris, 2006, p. 33.

envers le concept de puissance, même s'ils mettent l'accent sur d'autres points. Donc la puissance est quelque chose de complexe et ne s'appuie pas uniquement sur la variable économique, mais dépend également entre autres de la puissance militaire, politique, démographique, culturelle, asymétrique et perceptuelle.⁵

En conséquence, la puissance est aujourd'hui plus diffuse, fragmentée, diluée que par le passé. La répartition de la puissance dans un monde caractérisé par l'interdépendance et la mondialisation est aussi plus inégale. La puissance n'est en outre pas nécessairement fongible ou transférable d'un secteur à l'autre. Pour pouvoir confronter l'hégémon, une puissance émergente doit pouvoir être présente sur tous les échiquiers. Et la puissance est également déterminée par un processus dynamique.

En effet, l'interaction et les différentes stratégies en jeu vont également définir le système international de demain. En effet une chose est d'avoir de la puissance, une autre est d'en faire (bon) usage. Si nous suivons encore l'analyse de C. Layne, qui parle d'hégémon pour définir la position des Etats-Unis sur l'échiquier international, plusieurs caractéristiques sont à retenir. Militairement, il a de telles capacités qu'aucun autre Etat ne peut le défaire ; il jouit d'une suprématie économique dans le système international ; il agit en fonction de ses intérêts sécuritaires, économiques et idéologiques ; l'hégémon étant la seule superpuissance, on se retrouve par définition dans un système unipolaire (ou tendant vers l'unipolarité) ; l'hégémon voudra instaurer un certain ordre et on tendrait ainsi vers un monde plus hiérarchisé et moins anarchique.⁶

Ce qui sous-entend dès lors que la puissance hégémonique n'est pas « toute-puissante » et qu'elle est freinée dans ses objectifs mais que « elle obtient la majorité de ce qu'elle veut la plupart du temps, et que son influence sur les autres Etats est plus grande que l'inverse »⁷. Cela étant le monde est régi par les concepts du « dilemme de sécurité » et de self-help, ce qui signifie qu'indépendamment de la manière dont Washington se comporte, il y a toujours une tendance à freiner ou contrer la superpuissance.

Si les Etats-Unis se trouvent depuis la fin de la guerre froide dans une position semblable que celle de la Grande Bretagne après la bataille de Waterloo : une position prédominante ; les autres puissances se sentent menacées par la puissance hégémonique, que représente Washington. La prépondérance ayant de surcroît un coût important, tôt ou tard, il y a un déclin relatif, alors que parallèlement les autres puissances montent en puissance.

⁵ Aujourd'hui plus que par le passé, la puissance sur la scène internationale ne comprend pas que des facteurs mesurables ou quantifiables, elle varie également avec la représentation qu'on en a. Images de soi, de l'autre, de soi face aux autres, d'une menace, du monde en général, il apparaît que la dimension cognitive de la puissance est considérable.

⁶ LAYNE, C., « The Unipolar Illusion Revisited. The Coming End of the United States "Unipolar Moment" », dans *International Security*, Vol.31, n° 2, Fall, 2006, p. 11.

⁷ *Ibidem*, p. 12.

Washington verra donc dans un avenir certain sa puissance être d'abord rattrapée, ensuite égalée et enfin peut-être dépassée.⁸

La plupart des Etats africains et plus particulièrement le Congo ne comprennent pas encore que la tendance centripète à la coopération, par ralliement à la puissance dominante (*bandwagoning*) n'est plus vraiment d'actualité, les Etats intelligents se dirigent vers une tendance plus centrifuge (*balancing*) ; contrebalancer la puissance dominante. C'est un réflexe géopolitique et géostratégique⁹, l'unique superpuissance représentant automatiquement une menace pour toutes les autres puissances.¹⁰

C'est d'ailleurs le paradoxe du statut de superpuissance, plus son influence s'accroît, plus elle engendre une réaction. Pour se mettre en phase avec la nouvelle diplomatie internationale, il faudra que les Etats comme le Congo adoptent la stratégie de rupture avec intelligence et ingéniosité pour bénéficier de toutes les faveurs qu'offre l'actuel système international.

Or aujourd'hui, nous vivons au niveau systémique toujours dans un monde anarchique hobbesien ou en tout cas lockien, caractérisé par une relation de rivalité. Dans ce contexte, face au pays de l'Oncle Sam et cela indépendamment de son comportement, offensif ou défensif, s'impose par conséquent un contrepoids. La majorité des autres grandes puissances se sont données comme objectif central de leur politique étrangère de contrebalancer la puissance américaine¹¹. Si, les Etats-Unis resteront encore pour un certain temps la superpuissance, on se dirigera tôt ou tard vers une redistribution plus égale des pouvoirs.

Dans ce nouvel environnement international, l'Afrique reste en dehors du débat et tous les efforts consentis par les dirigeants africains restent déterminer par leur volonté de continuer de dépendre des puissances occidentales qui ne vaudront jamais voir l'Afrique émergée comme un nouvel espace de puissance dans les nouvelles relations internationales. C'est ce sentiment de dépendance et d'incapacité est une réalité qui justifie la présence-absence des Etats comme le Congo dans le jeu international.

III. PORTEE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DU SOMMET DE WASHINGTON SUR L'AGOA

Le sommet de Washington a été une vraie opportunité pour les chefs d'Etats africains de discuter du commerce et des investissements en Afrique les Américains ont réaffirmé leur volonté d'investir en Afrique. L'administration Obama entend promouvoir un partenariat efficace avec l'Afrique, un continent qui est en pleine croissance économique ; Ce continent

⁸ SMOUTS M-C. et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2003, p. 94.

⁹ Isaac Newton: toute action entraîne une réaction opposée et équivalente.

¹⁰ WALTZ K., « The Emerging Structure of International Politics », dans *International Security*, vol. 18 (2).

¹¹ RODMAN P., *Uneasy Giant : The Challenges to American Predominance*, Nixon Center, Washington D.C., 1999, p. 2.

riche en ressources humaines et naturelles. En réintégrant le Congo dans ce partenariat, les Etats-Unis veulent voir la République Démocratique du Congo jouer son rôle de locomotive régionale et de partenaire clés de l'Amérique dans la région d'Afrique centrale, bien que les réalités démontrent le contraire.

La RD Congo fait des efforts en matière de droit de l'homme et de la bonne gouvernance. Il y a des efforts qui ont été faites certes. Mais il y a encore beaucoup d'efforts à faire dans les domaines de droit de l'homme et de la bonne gouvernance. Ceci a été signifié aux autorités congolaises lors du sommet Etats-Unis-Afrique. La République démocratique du Congo a été exclue de l'AGOA depuis l'année 2010. L'administration Barack Obama a décidé, en 2010, d'exclure la RDC de l'AGOA suite aux graves violations des droits de l'homme observées dans le pays et l'absence de la bonne gouvernance durant cette période.

Toutefois, les dirigeants américains ont toujours affirmé que la République démocratique du Congo pourrait redevenir éligible pour bénéficier des avantages accordés par l'AGOA si du moins des efforts sont menés dans les domaines de droits de l'homme et de la bonne gouvernance. L'AGOA permet aux pays africains de vendre leurs produits textiles, artistiques et autres aux Etats-Unis sans taxes. Les Etats-Unis ne veulent pas rester en marge de la coopération avec l'Afrique, un continent en pleine croissance économique et qui constitue également un gisement important des matières premières.

Concernant le commerce et les échanges, les Etats-Unis envisagent de redynamiser la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). A Washington, des experts africains estiment que les Etats-Unis doivent revoir cette loi sur la croissance et les investissements pour permettre à cette loi de profiter à tous les pays africains. Actuellement, estiment des experts, seuls des pays pétroliers comme l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud ainsi que des pays à revenus intermédiaires comme le Ghana, l'Ile Maurice, la Namibie profitent de cette loi. En outre d'autres pays comme la République démocratique du Congo demandent leur réintégration à l'AGOA.

L'AGOA, qui abolit les tarifs douaniers américains sur 6 400 produits en provenance de 40 pays d'Afrique subsaharienne, a joué un rôle déterminant dans la relance économique à travers le commerce, l'industrie manufacturière légère et les investissements du secteur privé. Ainsi, l'aide au développement traditionnelle ne serait plus au centre du partenariat entre les Etats-Unis et les nations africaines.

Lorsque l'administration de George W. Bush a donné une forte impulsion à la relation d'aide des Etats-Unis avec l'Afrique en finançant le plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida, dans un premier temps à hauteur de 15 milliards de dollars, montant ensuite passé à 48 milliards de dollars, il s'agissait d'une réponse légitime et cruciale à une crise sanitaire particulièrement grave affectant tout le continent. Cependant, force est de constater qu'il est

peu probable que ce type d'intervention ne se renouvelle, même dans un contexte marqué par la menace que fait peser la crise Ebola sur l'Afrique de l'Ouest.

Au-delà de tout, Barack Obama a saisi l'occasion du Sommet du mois d'août 2015 pour mettre l'accent sur la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique. Le 5 août 2015, plus de 300 PDG des entreprises américaines et africaines ont participé à un forum d'affaires d'une journée, organisé par le secrétaire d'État au Commerce, Penny Pritzker et l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg. Un des moments forts de ce forum était bien entendu la participation d'Obama, mais aussi l'annonce d'investissements de pas moins de 33 milliards de dollars.

Il est également intéressant de noter qu'un des trois thèmes clés du Sommet officiel le 6 août 2015 était le commerce et l'investissement, les deux autres étant consacrés à la paix et à la sécurité régionale et à « gouverner pour les générations futures ». Durant tout le Sommet, le renouvellement de l'AGOA est resté un sujet de conversation récurrent.

Les leaders africains soulignaient l'importance de ce dispositif. L'administration Obama a quant à lui affirmé son engagement à collaborer avec le Congrès en vue d'une extension « sur le long terme » de l'AGOA, ainsi qu'un élargissement du nombre de produits couverts par l'AGOA, une amélioration des règles d'origine et une mise à jour des critères d'éligibilité. Durant toute cette rencontre, d'innombrables événements organisés en marge du sommet permettaient de mieux découvrir les avantages qu'offrent les investissements en Afrique.

Au lendemain du Sommet des chefs d'État africains, de nombreux participants avaient le sentiment qu'il était réellement possible de faire entrer les relations États-Unis-Afrique dans une nouvelle ère. Voyons à présent, les raisons qui avaient conduit à la suspension de la RDC de l'AGOA.

IV. DE LA SUSPENSION DE LA RDC DE L'AGOA A SA REELECTION : ACQUIS ET DEFIS

Le couperet vient de tomber le 22 décembre : la RDC est suspendue pour au moins une année de l'AGOA. En d'autres termes, elle ne figure plus dans la liste des pays africains considéré comme partenaire commercial privilégié des États-Unis pour les inciter à mieux intégrer dans le libéralisme et la mondialisation. Que le Président Barack Obama l'annonce lui-même paraît disproportionnée. En effet tous les ans, et ce depuis sa création en 2000 par Bill Clinton, les États-Unis se donnent bonne conscience en distribuant les bons points aux pays qu'ils jugent bons élèves au regard des avancées ou des reculs démocratiques sur le continent.

Les nominés de 2009 étaient les suivants : Madagascar, Niger au motif de destitution d'un chef d'État démocratiquement élu ; la Guinée Conakry pour les faits d'armes de la junte

dirigée par le Capitaine Daddis Camara. La RDC s'est fait épingler à cause « des exactions perpétrées par des forces de sécurité et d'autres groupes armés et le manque d'action de Kinshasa pour résoudre ce problème ».

Que les Américains enjoignent leur allié Paul Kagamé de mettre fin aux visées rwandaises dans l'Est de la RDC et les exactions diminueraient peut être d'un cran. Sanctionner les sociétés susceptibles d'exporter nuirait tout effort entrepris par l'industrie des pays en développement pour intégrer le secteur formel ; sans compter le nombre d'ouvriers licenciés par les entreprises franches du fait d'une diminution du carnet de commandes.

Ce genre de sanctions et les décisions doivent être prises avec discernement. La RDC a-t-elle encore besoin d'alourdir le déficit de sa balance commerciale ? Le fromage de Kivu, le mangoustan congolais n'entreront pas de sitôt aux USA ! Ce qui n'inversera pas non plus la structure des échanges commerciaux de la RDC qui a pour débouché essentiel l'Union Européenne (60%) contre 20% pour l'Amérique du Nord.

Aujourd'hui, le ministre du commerce Bernard Biando Sango doit s'en mordre les doigts. Pourtant l'optimisme affiché par la délégation congolaise lors du 9^{ème} forum de l'AGOA au mois d'août ne laissait présager d'une telle décision. Il faisait partie lui-même d'une délégation de ministres qui a rencontré le Président Barack Obama à la Maison Blanche.

Dans ce sommet, le Congo a été beaucoup plus perçue comme un Etat qui était mis sur le Banc des accusés et qui avait l'obligation de se soumettre aux diktats de l'Amérique pour bénéficier de certaines faveurs. Au-delà de la question des droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance, l'Amérique considère ce pays comme une chasse-gardée.

Il est contreproductif de participer dans de rencontres qui n'ont comme finalité que de préserver le statut d'un important réservoir des matières premières stratégiques qui doit entièrement être contrôlées par les Etats Unis.

L'orientation et le souci de l'administration Obama de voir le Congo être éligible à l'AGOA prouve à suffisance la persistance et la quasi permanence du statut de la chasse gardée des Etats Unis. C'est la preuve de la représentation de la RDC dans la construction de la nouvelle politique africaine des Etats-Unis. Une vision qui exclue l'émancipation et l'indépendance diplomatique du Congo, qui contraint le pays de Patrice Emery Lumumba à continuer à évoluer derrière l'ombre de puissances prédatrices. Derrière l'adhésion forcée de la RDC dans le néo-libéralisme, se cache de véritables visées géopolitiques de la part des Etats-Unis.

Par la, les Etats-Unis veulent forcer la RDC à demeurer un espace de création de richesse pour les firmes transnationales américaines, actrices des changements politiques en

RDC pour pérenniser les pillages des ressources naturelles et procéder à une nouvelle recomposition stratégique de la logique de la puissance dans la région.

CONCLUSION

Conclure une telle réflexion n'est pas une attache facile, car il y a d'autres aspects qui ne sont pas évoqués. Depuis sa création, le Congo demeure un enjeu des politiques de grandes puissances ; le sommet Afrique-Etats-Unis avait comme seul objectif géopolitique faire valoir la puissance américaine.

Il sied de retenir que les puissances prédatrices qui ne jurent que sur la mise sous tutelle du Congo dans ses ambitions de puissance, offrent dans les yeux des Congolais l'esprit d'un Congo malade : attitudes d'irresponsabilité, de confiance dans la chance et du refus de travailler en utilisant les forces dont le peuple congolais dispose au fond de lui-même. Les Congolais doivent cesser de reconnaître dans ce miroir négatif. De quelle manière faut-il le faire? Il faut redécouvrir les mythes positifs et réinventer les valeurs pour vivre.

Cette ambition de renouer à son rôle majeur dans les relations internationales doit apparaître comme le chemin d'une éducation aux trésors de sagesse sans lesquels la RDC ne parviendrait à mieux jouer son rôle de gâchette du revolver-Afrique.

Le Congo doit se libérer de ses limites, de ses échecs, de ses drames, de ses délires et de toutes les catastrophes qui l'empêchent d'être des hommes et des femmes de créativité, de responsabilité et d'imagination dans les domaines économique, politique, culturelle et géostratégique.

Quand le peuple congolais comprendrait cette réalité, nous parlerons là des personnes-force, de l'énergie de vie, de personne de bien. Un peuple qui se bat contre les forces contraire, il crée, il innove, il change son pays, positivement. Pour une culture de la grandeur, de la puissance et de la création, la sagesse des mythes est indispensable. C'est pour cette raison que toutes les instances où un peuple se raconte les histoires sur son destin sont essentielles.

Il y a nécessité d'un leadership plus visionnaire et dynamique, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, capable d'anticiper sur les événements, de garantir l'unité du peuple congolais, d'assurer son développement harmonieux pour incarner le rêve d'un Congo fort au cœur de l'Afrique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIYOYA P., *Géopolitique de l'instabilité dans la région des Grands Lacs*, L'Harmattan, Paris, 2009.
- BULARD M., *Chine-Inde : la course du dragon et de l'éléphant*, Fayard, Paris, 2007.

DIANA H., *Pourquoi l'Inde et la Chine ne domineront pas le monde de demain*, Fayard, Paris, 2006.

LAYNE C., « The Unipolar Illusion Revisited. The Coming End of the United States'' Unipolar Moment », dans *International Security*, Vol.31, n° 2, Fall, 2006.

RODMAN P., *Uneasy Giant : The Challenges to American Predominance*, Nixon Center, Washington D.C., 1999.

SMOUTS M-C. et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2003.